

Greffé
du Tribunal de Commerce de
POITIERS

24 Rue du Moulin à Vent
86036 POITIERS CEDEX

- N° SIRET : 30115856400023 -

- CODE APE 741 A -

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Dépôt effectué par :

S.A.R.L.
A.P.S. AUTOMOBILES
60 Bis Avenue de la Loge

86440 MIGNE AUXANCES

Sté d'Exercice Lib. Resp. Lim
FIDAL
Le Montesquieu
Av. du Psdt Kennedy BP 82

33700 MERIGNAC

Numéro RCS : POITIERS B 349 203 208

<33625/2001B00269>

Pièces déposées le 20/05/2003	Numéro : 2301285
DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE 31/10/2002 - NOMIN. COMMISSAIRE AUX COMPTES - MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S) - TRANSFERT DU SIEGE : du Boulevard Bernard Palissy, 79200 PARTHENAY au 60 Bis Avenue de la Loge, avec effet au 01.11.2002 Commissaire aux comptes titulaire : ROGON Jean- Pierre. Commissaire aux comptes suppléant : DORIN Henri.	
LISTE SIEGES SOCIAUX ANTER.	31/10/2002
STATUTS MIS A JOUR	31/10/2002

***** CECI N'EST PAS UNE FACTURE *****

Le Greffier,



**RELATION DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS (D. N°84-406
DU 30 MAI 1984, ART 53)**

APS AUTOMOBILES

Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
au capital de 45.734,71 €uros

Siège social : 60 bis avenue de la Loge

86440 MIGNE AUXANCES

349 203 208 RCS POITIERS

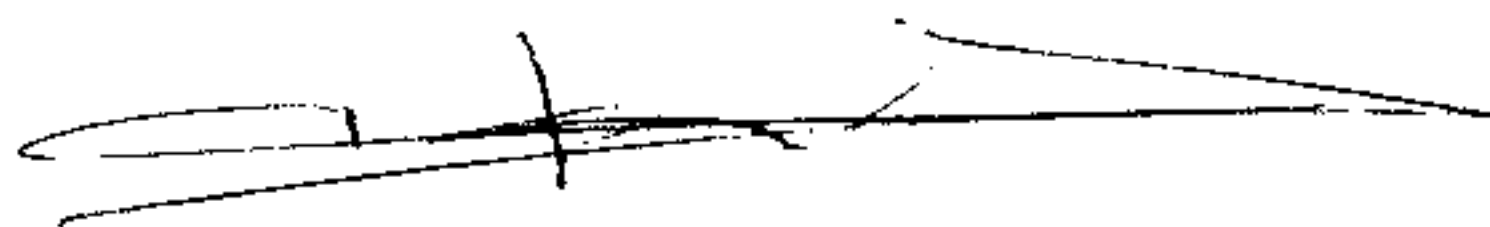
- Date d'établissement du nouveau siège : 31/10/2002
- Siège social antérieur : Boulevard Bernard Palissy 79200 PARTENAY
- RCS : POITIERS

Fait en trois exemplaires

A POITIERS

Le 31 octobre 2002

Le Gérant



APS AUTOMOBILES
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
au capital de 45.734,71 Euros
Siège social : Boulevard Bernard Palissy 79200 PARTENAY
349 203 208 RCS BRESSUIRE

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 31 OCTOBRE 2002

L'AN DEUX MILLE DEUX ET LE 31 OCTOBRE, à 10 heures,

La société PORTE DAUPHINE AUTOMOBILES, SA au capital de 1.067.143,12 Euros dont le siège est situé 2 à 12 Avenue de la Porte Dauphine – 17000 LA ROCHELLE immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LA ROCHELLE sous le numéro B 324 368 711, représentée par son Président Monsieur Jean Luc SAYAH.

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

A titre ordinaire

- Rapport de gestion sur l'activité de la société et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001
- Rapport sur les conventions visées à l'article L 223-19 du code de commerce
- Approbation de ces comptes et conventions
- Affectation du résultat
- Nomination de commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

A titre extraordinaire

- transfert de siège social,
- modification des statuts
- pouvoirs à donner en vue des formalités.

Le gérant Monsieur Thierry SAYAH préside la séance.

Le Président met à la disposition de l'associée unique les documents suivants qui vont lui être soumis :

- les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2001,
- le rapport de gestion du gérant,
- le rapport sur les conventions réglementées visées à l'article L 223-19 du code de commerce,
- le texte des résolutions proposées.

101

Lecture est ensuite donnée des rapports sur les comptes, sur les conventions réglementées, et sur le transfert du siège social.

Les comptes annuels sont présentés.

A l'issue de cette lecture, les décisions suivantes sont prises :

A titre ordinaire

PREMIERE DECISION – APPROBATION DES COMPTES

L'associée unique, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du gérant sur l'exercice clos le 30 septembre 2001, approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par une perte de 42.493 Euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME DECISION – CONVENTION DE L'ARTICLE L 223-19 DU CODE DE COMMERCE

L'associée unique, statuant sur le rapport sur les conventions entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L 223-19 du code de commerce, approuve les conventions dont il fait rapport et qui est la suivante :

- La société a payé un loyer à la SCI de la Chauvelière, dont la société PORTE DAUPHINE AUTOMOBILES est associée majoritaire ; le montant des loyers versés s'est élevé à la somme de 120.207 Euros sur l'exercice.

TROISIEME DECISION – AFFECTATION DU RESULTAT

L'associée unique décide de reporter à nouveau la perte de l'exercice s'élevant à 42.493 Euros.

L'associé unique reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la société.

QUATRIEME DECISION – NOMINATION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'associée unique constate que la société ayant franchi deux des trois seuils prévus par la Loi, la nomination de commissaires aux comptes titulaire et suppléant est devenue légalement indispensable :

Elle nomme donc :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire, Monsieur Jean-Pierre ROGÉON, demeurant 64, rue du Château d'eau 16730 FLEAC,



- En qualité de commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Henri DORIN, demeurant 32, avenue Albert EINSTEIN 17000 LA ROCHELLE,

Pour une durée de six exercices à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2002.

A titre extraordinaire

CINQUIEME DECISION – TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

L'associée unique décide de transférer le siège social de la société au 60 bis avenue de la Loge 86440 MIGNE AUXANCES, et ce, à compter du 1^{er} novembre 2002.

SIXIEME DECISION – MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'associée unique décide en conséquence de modifier l'article 4 des statuts de la façon suivante :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 60 bis avenue de la Loge 86440 MIGNE AUXANCES ».

SEPTIEME DECISION – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal pour effectuer toutes formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, l'associée unique déclare la séance levée à 10 heures 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui a été signé par l'associée unique.

SA PORTE DAUPHINE AUTOMOBILES
Monsieur Jean Luc SAYAH

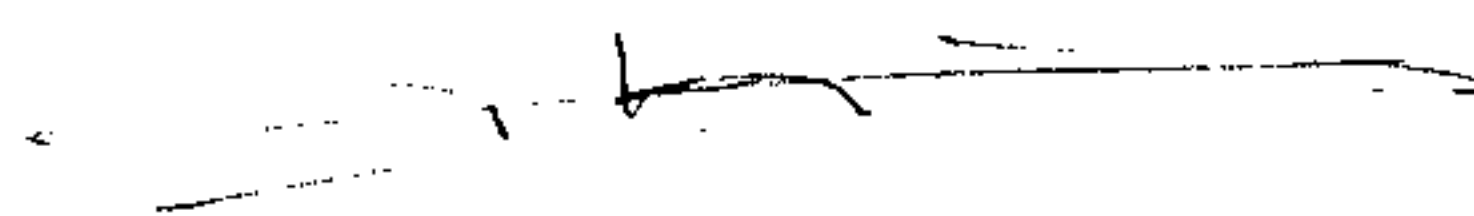


APS AUTOMOBILES
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
au capital de 45.734,71 Euros
Siège social : 60Bis Avenue de la Loge
86440 MIGNE AUXANCES
349 203 208 RCS POITIERS

STATUTS

Mis à jour par décision de l'associée unique en date du 31.10.2002

Certifies conformes
Le Gérant.



LA SOUSSIGNEE :

Société PORTE DAUPHINE AUTOMOBILES

SA au capital de 7.000.000 F,

Siège : 2 à 12, avenue de la Porte Dauphine 17000 LA ROCHELLE

RCS LA ROCHELLE 324 368 711

Représentée par son président Monsieur Jean-Luc SAYAH

Associée unique de ladite société

A adopté les statuts suivants en suite d'une décision d'associé unique en date du 28 septembre 2001.

ARTICLE 1er - FORME

La société instituée est une société à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée : A.P.S. AUTOMOBILES.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, en FRANCE et dans tous pays :

- L'exploitation à titre de concessionnaire, agent ou autrement, de tout fonds de commerce de vente, réparation et location de véhicules automobiles, neufs ou occasions, vente de carburants et lubrifiants et produits annexes.

- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement,

- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles civiles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 60 Bis Avenue de la Loge - 86440 MIGNE AUXANCES

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf années (99) années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports de numéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à TROIS CENT MILLE FRANCS (300 000 F).

Il est divisé en TROIS MILLE (3 000) parts de CENT FRANCS (100 F) chacune, numérotées de 1 à 3000.

L'associé unique déclare expressément que toutes ces parts lui appartiennent et qu'elles sont toutes entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement l'associé responsable, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, celui-ci ne supporte les pertes que jusqu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent, dans quelques mains qu'elles passent, chaque part sociale conférant à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes.

En cas de démembrement de la propriété des parts, le nu-propriétaire a seul la qualité d'associé et prend toutes décisions conformément aux dispositions de l'article 13, sauf en ce qui concerne l'affectation des résultats qui est décidée par l'usufruitier auquel la gérance doit, à cet effet, présenter les comptes comme au nu-propriétaire non gérant.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES PARTS

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seings privés. Elle est rendue opposable à la société et aux tiers dans les formes prévues par la loi.

En cas de décès de l'associé unique, ses parts se transmettent à ses héritiers et ayants-droits.

En cas de dissolution de la communauté de biens par le décès du conjoint de l'associé unique, les parts se transmettent aux héritiers et ayants-droit du défunt s'ils sont agréés par l'associé. A cet effet, ils doivent présenter leur demande d'agrément, justifier de leur état civil et de leurs qualités à la gérance dans les meilleurs délais.

JPR

JL

L'associé unique peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande des intéressés. S'il n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la demande, l'agrément est réputé acquis. Si l'associé a refusé son agrément, il doit, dans le délai de trois mois du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dires d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Si les héritiers et ayants droit y consentent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

La notification de la demande d'agrément et celle de la décision de l'associé unique sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si aucune des solutions prévues ci-dessus n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé unique des parts sociales que s'il est agréé. La procédure d'agrément est soumise aux conditions ci-dessus prévues. A défaut d'agrément, les parts doivent être rachetées dans les conditions susvisées.

ARTICLE 10 - DECES - INCAPACITE - REGLEMENT AMIABLE - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES - FAILLITE PERSONNELLE D'UN GERANT OU DE L'ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la mise en règlement amiable, en redressement ou en liquidation judiciaires ou la faillite personnelle de l'associé n'entraîne pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 11 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES GERANTS ET ASSOCIE

Les conventions conclues entre la société et un gérant non associé font l'objet d'un rapport spécial des commissaires aux comptes de la société, sur lequel statue l'associé unique.

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues entre la société et un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant non associé de la société.

hpt

74

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associé si celui-ci est une personne physique, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux d'une personne morale associée.

ARTICLE 12 - GERANCE

Pour administrer la société, l'associé unique peut désigner, pour une durée limitée ou non, un ou plusieurs gérants, personnes physiques.

Les gérants sont toujours révocables par l'associé unique. Si la révocation est demandée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre les gérants sont révocables par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de l'associé unique.

Tout gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance.

Chaque gérant a droit à un traitement, fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel, déterminé par l'associé unique. Il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec l'associé et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par l'associé, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation de l'associé, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs puisse être opposée aux tiers.

Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenable à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

JST

JL

L'associé unique, personne physique, peut exercer lui-même les fonctions de gérant.

ARTICLE 13 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce les pouvoirs que les dispositions légales et réglementaires relatives aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital est la propriété de plusieurs associés réservent à l'assemblée.

Il peut décider la modification des statuts dans toutes leurs dispositions, à l'exception de la transformation de la société si la nouvelle forme requiert l'existence de plusieurs associés.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique statue sur les comptes et l'affectation des résultats.

Il ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé. Les décisions qu'il prend aux lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre.

ARTICLE 14 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice distribuable peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende.

En outre, l'associé unique peut décider de s'attribuer des sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition. En ce cas, il est indiqué les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

885

72

ARTICLE 16 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Selon les conditions légales, le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'associé unique qui accomplissent leur mission générale et les missions spéciales que la loi leur confie.

ARTICLE 17 - DROIT DE COMMUNICATION

S'il n'exerce pas lui-même la gérance, l'associé unique a, sur tous documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

Les contestations sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 19 - REFERENCE A LA LOI

Pour le surplus, il est fait référence, en tant qu'elle s'applique à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, à la réglementation des sociétés à responsabilité limitée, notamment aux articles 1832 et suivants du code civil, à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 20 - PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL DE LA SOCIETE

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les parts sociales, en pleine propriété ou en nue propriété, chaque indivisaire, à condition d'être agréé le cas échéant, ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par la réglementation propre aux sociétés à responsabilité limitée dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions ci-dessus établies pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ni contraires aux articles 21 à 26 ci-après qui lui seront spécialement applicables.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES

Les pouvoirs dévolus, dans le cadre de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, à l'associé unique en cette qualité, sont exercés par la collectivité des associés.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes ou la réduction du capital.

SP1

76

Les assemblées sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires.

Les procès-verbaux sont établis et signés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 22 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts ou figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 23 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations de capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par réduction du nombre de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales doit être agréée dans les conditions fixées à l'article 25.

ARTICLE 24 - PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire. L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

JP

74

ARTICLE 25 - TRANSMISSION DES PARTS

Les parts se transmettent librement à titre gratuit ou onéreux entre associés, entre ascendants et descendants et entre conjoints. Elles ne peuvent être transmises à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Les dispositions légales et réglementaires relatives à la procédure d'agrément et au refus d'agrément sont applicables.

En cas de décès d'un associé, ses parts sont librement transmises à ses héritiers ou ayants droit. Elles sont aussi librement transmissibles en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux.

ARTICLE 26 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions passées entre la société et ses associés ou gérants sont soumises au contrôle des associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Certaines de ces conventions, énoncées par la loi, sont interdites, à peine de nullité du contrat.

ARTICLE 27 - REUNION DE TOUTES LES PARTS DANS UNE MEME MAIN

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les parts sociales dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée selon les dispositions précisées aux articles 1 à 20.

ARTICLE 28 - LES APPORTS A LA SOCIETE

Monsieur Jean-Pierre THORON a apporté à la société une somme en espèces de TROIS CENT MILLE FRANCS (300 000 F).

Cette somme a été, dès avant ce jour, déposée à la B.P.C.I. de PARTHENAY, à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le n° 020 20 12 963-4.

ARTICLE 29 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Monsieur Jean-Pierre THORON, associé unique, est gérant de la société.

685
JL